Communiqué de presse FNIC-CGT / FNME-CGT du 28 juin 2022

Les exigences des 3 Énergéticiens Français en direction des citoyens relèvent du mépris !

Cela rappelle les années 1970 avec le choc pétrolier où le discours était « Chaque geste compte et l'effort doit être immédiat, collectif et massif ».

C'est irrespectueux de la part des 3 dirigeants des groupes Énergéticiens Français TotalEnergies, EDF et ENGIE qui appellaient, dimanche dernier dans une tribune, l'ensemble des Français à réduire « immédiatement » leur consommation de carburant, pétrole, électricité et gaz face aux risques de pénurie et de la flambée des prix qui menaceraient « la cohésion sociale » l'hiver prochain.

C'est aussi gonflé de la part des auteurs du texte d'évoquer « La meilleure énergie reste celle que nous ne consommons pas » et « à une prise de conscience et à une action collective et individuelle pour que chacun d'entre nous – chaque consommateur, chaque entreprise – change ses comportements et limite immédiatement ses consommations énergétiques, électriques, gazières et de produits pétroliers ».

Pour la FNIC-CGT et la FNME-CGT, la flambée des prix de l'énergie découle des logiques de rentabilité des groupes Énergétiques et de choix politiques des gouvernements successifs ces 20 dernières années dans le secteur de l'énergie. Ces 3 multinationales ont allègrement participé à la fragilisation de notre approvisionnement énergétique en détruisant l'outil industriel et en refusant d'investir quand cela était nécessaire.

Aujourd'hui, il est indispensable de remettre de la cohérence dans la politique énergétique du pays. La France a besoin de développer une véritable politique industrielle permettant de renforcer sa souveraineté Énergétique. L'État Français doit prendre rapidement la décision d'en finir avec cette logique de marché qui amène le pays dans une situation où la précarité énergétique augmente, où les usagers paient le prix fort sur leur facture, alors que dans le même temps, les profits sont au plus haut !

Si ces 3 industriels sont prêts à s'engager et à collaborer activement sur les sujets de transition énergétique alors que d'ordinaire ils sont en concurrence, la FNIC-CGT et la FNME-CGT demandent au gouvernement de nationaliser tout le secteur énergétique (les filières Gaz, Électricité et Pétrole). Elles demandent aussi que le statut juridique de ces 3 groupes passe en EPIC (Établissement Public à caractère Industriel et Commercial).

La FNIC-CGT et la FNME-CGT réaffirment que l'énergie ne peut pas être laissée dans les mains du marché et à des effets spéculatifs.

Dans l'immédiat et afin de redonner du pouvoir d'achat aux Français, les 3 Énergéticiens devraient exiger du futur gouvernement de voter une loi pour faire baisser la TVA de 20,6 % à 5,5 % pour toutes les énergies.

Pour la FNIC-CGT et la FNME-CGT « Agir dès cet été nous permettra d'être mieux préparés pour aborder l'hiver prochain et notamment préserver nos réserves de gaz », c'est alors appliquer les orientations syndicales portées au travers le Programme Progressiste de l'Énergie pour l'avenir du service public. Cela permettrait aussi de répondre aux défis de demain en coordonnant le développement des filières des énergies renouvelables, du thermique décarboné, du nucléaire et de l'hydrogène pour renforcer le mix énergétique et assurer l'avenir du service public de l'énergie.

Chrono N° 2022-0392